

Gambie/Présidentielle de jeudi

L'opposant Barrow met fin au pouvoir de Jammeh

AFP
Banjul/Gambie

Le candidat de la coalition a recueilli 45,5% de voix, contre 36,6% au président sortant. Des résultats que ce dernier a acceptés.

LE président gambien Yahya Jammeh, qui dirige son pays d'une main de fer depuis 22 ans, a été défait jeudi par le candidat d'une coalition d'opposition, Adama Barrow, et a accepté ce résultat, a annoncé hier la commission électorale, créant la surprise. M. Jammeh, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1994, élu en 1996 puis largement réélu tous les cinq ans depuis, s'était dit certain d'une nouvelle victoire, et ses détracteurs lui prêtaient l'intention de n'accepter aucune autre issue. Il avait prévenu qu'il ne tolérerait aucune contestation des résultats dans la rue, mais exclusivement devant les tribunaux. Et depuis hier matin tôt, les forces de sécurité étaient déployées en masse à Banjul, la capitale de ce petit pays d'Afrique de l'Ouest. "Je déclare Adama Barrow légalement élu pour servir comme président de la République de Gambie", a proclamé le président de la

Commission électorale indépendante, Aliou Momar Njie devant la presse, une annonce retransmise par la télévision d'Etat. M. Barrow, un homme d'affaires, a obtenu 263 515 voix (45,5%), M. Jammeh, 212 099 voix (36,6%), et Mama Kandeh, ex-député du parti au pouvoir et candidat d'une nouvelle formation 102 969 voix (17,8%) à ce scrutin à un tour, a-t-il indiqué. "Nous appelons tout le monde à respecter la paix, la tolérance et la tranquillité parce que comme vous pouvez le voir à ces résultats, nous allons avoir un changement de gouvernement", a ajouté Momar Njie. La participation avoisinait les 65 %. Des manifestations de joie ont éclaté dans les rues de Banjul, selon des journalistes de l'AFP. Auparavant, le président de la Commission électorale avait jugé "vraiment exceptionnel que quelqu'un qui a dirigé le pays aussi longtemps ait accepté sa défaite". La télévision d'Etat a indiqué que M. Jammeh devait faire une déclaration plus tard dans la journée pour féliciter M. Barrow. Le réseau internet et les communications téléphoniques internationales, qui avaient été coupés depuis



Photo : AFP

L'opposant Adama Barrow, dont les partisans, en liesse, brandissent ici l'effigie, est le nouveau président de la Gambie.

mercredi soir afin d'empêcher la diffusion de résultats non officiels, ont été rétablis hier, ont constaté des journalistes de l'AFP.

GOUVERNEMENT DE TRANSITION• Quelque 890 000 électeurs, sur près de 2 millions d'habitants de ce pays enclavé dans le territoire sénégalais, hormis sa façade atlantique, étaient appelés aux urnes pour départager les trois candidats, tous âgés de 51 ans, étant nés en 1965, année de l'indépendance de cette ex-colonie britannique. Dès la fermeture des bureaux de vote, a débuté le décompte des billes déposées dans les trois bidons de couleurs différentes - le vert pour Jammeh, le gris

pour Barrow et le violet pour Kandeh - un système de vote unique au monde. "Par la grâce de Dieu Tout-Puissant, ce sera le plus grand raz-de-marée de l'histoire de mes élections dans ce pays", avait lancé jeudi Yahya Jammeh après avoir voté. L'opposant Adama Barrow avait affiché la même assurance. "S'il (Jammeh) perd, il faut qu'il reconnaisse sa défaite. Et nous savons qu'il va perdre", avait-il déclaré jeudi à l'AFP. Pendant sa campagne, il s'est engagé à respecter le mémorandum adopté par l'opposition, qui prévoit la mise en place d'un gouvernement de transition pendant trois ans. Le département d'Etat américain a salué jeudi soir

"une participation manifestement élevée et un climat généralement pacifique" lors du vote, mais s'est inquiété "des pressions et des intimidations" avant le scrutin. Selon des analystes et l'opposition, c'était la première fois que le régime, qui a survécu à de nombreuses tentatives de coup d'Etat, était sérieusement menacé par un scrutin, au terme d'une campagne marquée par l'expression d'un pluralisme inhabituel. Malgré la répression, la parole se libère depuis des manifestations en avril pour réclamer des réformes politiques, puis pour dénoncer la mort en détention d'un opposant et la condamnation en juillet à trois ans de prison d'une trentaine de participants à ces rassemblements, dont le chef de l'opposition, Ousainou Darboe. Les ONG et certaines chancelleries condamnent les violations des droits de l'Homme sous Yahya Jammeh, des accusations qu'il rejette. Beaucoup de Gambiens portent néanmoins à son crédit la stabilité du pays et certains progrès, notamment en matière d'éducation et de santé. Mais de nombreux autres fuient la grande pauvreté et la répression sur les routes de l'émigration clandestine.

L'Afrique en bref

• **Angola/Politique. Dos Santos va passer la main**
Le président angolais José Eduardo dos Santos, 74 ans, au pouvoir depuis trente-sept ans, ne sera pas candidat à un nouveau mandat à la tête du pays lors des élections générales de 2017, a annoncé hier soir la radio officielle.

• **Cameroun/Catastrophe. Plainte contre X déposée en France**
Une plainte contre X a été déposée en France auprès du parquet de Nanterre après la catastrophe ferroviaire meurtrière d'Eseka, au Cameroun, le 21 octobre, mettant notamment en cause Camrail, filiale camerounaise du groupe BOLLORÉ, ont annoncé jeudi deux des organisations plaignantes.

• **Guinée Equatoriale/Justice. Malabo attend la décision de la CIJ sur le fils du président**
La Cour internationale de Justice (CIJ) se prononcera mercredi sur la requête de la Guinée équatoriale lui demandant de sommer Paris de suspendre les procédures judiciaires contre le fils du président de ce pays d'Afrique centrale.

A travers le monde

• **Autriche/Politique. L'extrême droite aux portes de la présidence**



L'Autriche décide ce dimanche si elle se dote, avec Norbert Hofer (photo), d'un président issu d'un parti d'extrême droite, dont l'élection, inédite dans l'UE, marquerait un nouveau triomphe pour le camp populiste six mois après le Brexit et un mois après l'élection de Donald Trump.

• **Haïti/Présidentielle. Trois candidats contestent en justice les résultats**
Les candidats à la présidentielle haïtienne Jude Célestin, Moïse Jean-Charles et Maryse Narcisse ont déposé un recours en justice pour contester les résultats préliminaires donnant le candidat du parti haïtien Tet Kale (PHTK) Jovenel Moïse vainqueur dès le premier tour.

• **Italie/Référendum. Renzi joue gros**
Le chef du gouvernement italien Matteo Renzi se prépare à vivre ce dimanche l'un des moments les plus importants de sa fulgurante carrière politique, avec un référendum constitutionnel dont l'issue, incertaine, décidera en partie son avenir.

France/Au lendemain du renoncement de Hollande

La gauche se cherche un candidat

AFP
Paris/France

Pour ce faire, il lui faut surmonter ses divisions, définir une ligne politique claire et présenter un front uni à la présidentielle.

LA gauche française dispose de quelques semaines pour trouver un candidat capable de contrer la droite et l'extrême droite à la présidentielle de 2017, après la décision surprise du président François Hollande de ne pas se représenter, qui ouvre la voie à de nombreuses ambitions. Tous les regards sont désormais tournés vers le Premier ministre Manuel Valls qui a laissé entendre ces derniers jours qu'il était "prêt" à se lancer dans la course à l'investiture - sans même attendre la décision du chef de l'Etat. Prenant acte de son impopularité record, François Hollande, qui était crédité de 7% des intentions de vote seulement, a jeté l'éponge jeudi soir, après avoir laissé planer le doute sur ses intentions. "La Fin", "Au revoir, président", "Hollande capitule", titrait la presse au lendemain de cette décision inédite : c'est la première fois qu'un

président français renonce à briguer un second mandat depuis 1958. Son choix, qualifié de "digne" ou "courageux" par la majorité de la classe politique, était approuvé par huit Français sur dix hier. Son retrait rebat les cartes dans une campagne présidentielle déjà riche en rebondissements. Contre toute attente, son prédécesseur à l'Elysée, Nicolas Sarkozy, 61 ans, a été éliminé dès le premier tour de la primaire de la droite le 20 novembre. Dimanche, autre surprise, l'ex-Premier ministre François Fillon, 62 ans, qui promet une cure d'austérité pour le pays, a été désigné champion de la droite, à rebours des projections de sondages et des analystes politiques. Son programme, selon François Hollande "met en cause notre modèle et notre service public avec un risque d'aggravation des inégalités". Face à une droite en ordre de bataille, avec une extrême droite rangée derrière sa chef Marine Le Pen remontée à bloc par le Brexit et la victoire de Donald Trump aux Etats-Unis, l'enjeu pour la gauche est désormais de surmonter ses divisions, définir une ligne politique claire et présenter un front uni à la présiden-



Photo : AFP

Sept personnalités ont déjà fait connaître leur intention de prendre part à la primaire de la gauche...

tielle. Jeudi soir, le chef de l'Etat a souligné que la dispersion de la gauche "priverait de tout espoir de l'emporter face au conservatisme et pire encore face à l'extrémisme". Sa décision de ne pas se représenter "ouvre une brèche - un gouffre ? - pour toutes les ambitions présidentielles au Parti socialiste. Et elles sont nombreuses", écrit Le Monde dans son éditorial. Le PS, au pouvoir depuis 2012, organise sa primaire les 22 et 29 janvier. L'ancien ministre de l'Economie Arnaud Montebourg, 54 ans, qui appartient à l'aile gauche du parti, a été le premier à déposer sa candidature jeudi. Les autres postulants ont jusqu'au 15 décembre

pour se déclarer. "NOTRE TRAVAIL : NOUS CONCILIER"• La grande question dans la presse hier était de savoir quand Manuel Valls, 54 ans, se déclarerait et s'il démissionnerait ou pas de Matignon. Il doit prendre la parole ce samedi lors d'un meeting du parti socialiste à Paris. Depuis quelques semaines, ce réformiste, qui crise une partie de son camp avec son discours pro-entreprises et son caractère autoritaire, s'efforce d'élargir son socle électoral. Mais ses rivaux n'ont pas manqué hier de souligner son caractère clivant. Arnaud Montebourg a ainsi rappelé ses déclarations sur les "gauches irréconcilia-

bles", avant d'ajouter : "Notre travail c'est précisément de nous conjuguer, de nous concilier, c'est exactement l'inverse." La primaire à gauche sera "débat sur l'idée même qu'on se fait de la gauche", a prédit Benoît Hamon, un autre ex-ministre de François Hollande désireux de participer à la course à l'investiture. D'autres prétendants pourraient sortir du bois et les médias évoquaient différents noms, dont l'ancienne Garde des Sceaux Christiane Taubira, populaire à gauche pour avoir porté la loi ouvrant le mariage aux couples homosexuels. Une fois passée la primaire, le chemin restera semé d'embûches pour le candidat du PS, qui risque de se retrouver coincé entre le chef de la gauche radicale Jean-Luc Mélenchon et l'ancien ministre de l'Economie Emmanuel Macron plus au centre, tous deux crédités de plus de 10% des intentions de vote. Face à cette balkanisation, les sondages donnent tous François Fillon et Marine Le Pen qualifiés pour le second tour. Ils annoncent une victoire du nouvel homme fort de la droite, mais la victoire surprise du républicain Donald Trump aux Etats-Unis incite à la prudence.